Master Droit privé

Le Master Droit privé forme des juristes de haut niveau capables d'exercer dans des environnements professionnels exigeant une maîtrise approfondie du droit des personnes, des contrats, des procédures civiles et des nouvelles technologies.

Présentation

Le Master Droit privé forme des juristes de haut niveau capables d'exercer dans des environnements professionnels exigeant une maîtrise approfondie du droit des personnes, des contrats, des procédures civiles et des nouvelles technologies. Il répond aux besoins croissants des professions juridiques réglementées, des cabinets d'avocats, des directions juridiques d'entreprise et des acteurs du secteur numérique. Structuré en deux années, le diplôme repose sur un socle commun solide en M1 associant procédure civile approfondie, techniques contractuelles, droit international privé, modes de règlement des différends et droit des affaires, avant d'ouvrir sur quatre parcours de spécialisation en M2.

- **Le parcours Commissaire de Justice** prépare aux métiers du contentieux civil et de l'exécution forcée, avec une attention particulière aux outils numériques et à la dimension internationale.
- **Le parcours Contentieux des Contrats** forme des spécialistes de l'arbitrage, des voies de recours et du droit approfondi des contrats civils et commerciaux. - Le parcours Contrats – Droit des Événements Sportifs et Culturels aborde le droit privé à travers les enjeux propres aux secteurs du sport, de la culture et de la construction.

Enfin, le parcours Droit des Activités Numériques et Tiers de Confiance, adossé à un partenariat avec la Fédération Nationale des Tiers de Confiance (FNTC), forme des juristes spécialisés dans la cybersécurité, les données personnelles, l'intelligence artificielle et l'identité numérique.

Lieu de la formation

- Campus Berges du Rhône (BDR)

Public

Niveau(x) de recrutement

- BAC+3

Durée de la formation

2 ans

Discipline(s)

- Mention/diplôme

Responsable(s) de la formation

Clément DUREZ :clement.durez@univ-lyon2.fr

Coût de la formation

Le montant des droits d' inscription en master, fixé au niveau national, évolue chaque année universitaire. Pour plus d'informations, consultez la page Droits et montants d'inscription.

Les + de la formation

Le Master Droit privé se distingue par une offre de spécialisation cohérente, couvrant l'ensemble du spectre du droit privé contemporain, de la procédure civile aux enjeux numériques, en passant par les professions réglementées et les secteurs culturels et sportifs.

Candidature

Modalités de candidature

Les candidatures pour intégrer une 1re année de master (M1) en formation initiale s'effectuent via la plateforme Mon Master.Les candidatures pour intégrer une 2e année de master (M2) s'effectuent via eCandidat, selon le calendrier de candidatures défini par l'Université Lumière Lyon 2.

Modalités de candidature spécifiques

Pour les candidates et candidats non européens résidant dans un pays couvert par Campus France : la procédure s'effectue via la procédure **Études en France** , sur le site Campus France.

Et après ?

Niveau de sortie

- Master

Activités visées / compétences attestées

Compétences communes visées du diplôme

- RNCP38206BC01 - Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques
- RNCP38206BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés
- RNCP38206BC03 - Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances
- RNCP38206BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel
- RNCP38206BC05 - Actualiser et analyser les sources juridiques de droit privé
- RNCP38206BC06 - Dispenser un conseil juridique de droit privé
- RNCP38206BC07 - Négocier et rédiger des actes juridiques de droit privé
- RNCP38206BC08 - Anticiper ou gérer un contentieux en droit privé

Connaissances communes visées du diplôme

• Compétences transversales
• Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
• Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
• Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
• Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l' interface de plusieurs domaines
• Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
• Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
• Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la règlementation
• Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
• Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
• Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
• Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
• Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
• Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
• Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
• Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles Compétences spécifiques de la mention Réaliser une veille juridique
• Identifier, sélectionner et analyser avec un esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
• Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l' environnement du client

• Présenter les différentes options et stratégies juridiques et judiciaires susceptibles de répondre aux objectifs et aux besoins du client
• Exposer les avantages et les risques des différentes stratégies de façon à permettre la prise de décision
• Identifier le régime juridique applicable
• Contribuer à la définition d'une stratégie de négociation
• S'assurer de la validité et de l'efficacité de l'acte
• Respecter les mentions obligatoires
• Adapter les modèles d'actes aux circonstances d'espèce
• Anticiper les éventuels conflits par la rédaction de clauses (ex : clause de médiation, clause compromissoire, clause de hardship, clause pénale...)
• Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (amiable, contentieux) pour régler le litige
• Élaborer une stratégie (amiable, contentieuse) permettant de défendre les intérêts du client
• Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie choisie (usage des mesures in futurum, etc.)
• Rédiger les actes de procédure
• Se préparer à la plaidoirie
• Gérer les voies de recours éventuelles Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Secteur(s) d'activités ou types d'emploi accessibles

- Juriste en cabinet d'expertise, en cabinet d'avocat ou en cabinet de conseil - Juriste en services pénitentiaires - Conseiller juridique - Gestionnaire de litiges - Adjoint au responsable administratif et financier - Adjoint au directeur juridique - Chargé d'études juridiques - Médiateur civil ou pénal - Juriste d' entreprise généraliste ou spécialisé - Juriste de banque, d'assurance ou de finance - Juriste d'association Après réussite à un concours ou obtention d'un examen ou d'un certificat complémentaire - Avocat - Magistrat - Greffier - Directeur de greffe - Commissaire de justice - Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation - Directeur de service pénitentiaire d'insertion et de probation - Métiers de la police et de la gendarmerie Après quelques années d'expérience : - Contract manager - Lobbyiste/chargé d'affaires publiques